



**Bérengère NOGUIER**  
Conseillère départementale du canton d'Uzès  
**Geneviève BLANC**  
Vice-présidente  
Conseillère départementale du canton d'Alès 1  
**Elues écologistes**

Nîmes, le 13 octobre 2016

## **DECISION MODIFICATIVE N°2**

### **Intervention de Mme Bérengère NOGUIER**

Monsieur le Président,  
Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs,

Malgré les difficultés financières qui pèsent de plus en plus et menacent son existence (baisse des dotations de l'Etat, transferts de compétences non compensés ...), le Département poursuit son chemin et assume ses grandes priorités. Car c'est bien l'un des principaux enjeux auxquels nous devons répondre pour maintenir nos actions en faveur des plus fragiles, assurer des projets de territoires cohérents pour garantir une équité de traitement sur l'ensemble de notre territoire, conforter notre proximité avec les populations et répondre à leurs attentes.

Nous sommes bien conscientes de ces difficultés et nous voulons souligner l'engagement des agents du Département qui doivent faire face aux contraintes budgétaires dans la traduction du projet politique de la majorité, travailler à la mise en place des transferts de compétence dus à la loi NOtRE et parfois gérer les réorganisations de service qui en découlent. Nous comprenons l'instabilité de la situation, nous la partageons, chacun de notre place, et seule notre action commune peut contribuer à améliorer le quotidien des gardoises et des gardois. Dans un département où le taux de chômage est élevé, où les inégalités se creusent, nous devons apporter d'autres formes de réponse, trouver d'autres pistes de réflexion pour atténuer le phénomène. Nous ne cédon's ni à la résignation ni aux logiques arithmétiques, nous essayons de trouver de nouveaux leviers là où ils existent.

Comme par exemple en allant capter des fonds européens pour certains de nos dispositifs. Je veux parler des dispositifs mis en place pour les agriculteurs mais aussi pour les jeunes où l'utilisation de ces fonds, en favorisant la mobilité, leur donne la possibilité d'acquérir une formation supplémentaire dans le cadre de leur parcours personnel ou pour certains, dans leur parcours d'insertion et de retour vers l'emploi. Il y a également les 4 programmes LEADER qui couvrent une grande partie du territoire gardois et dans lesquels le Département est particulièrement présent.

Voilà une initiative, portée par les territoires, qui contribue à décupler nos possibilités d'investissement pour le développement rural.

Le Département a longtemps soutenu les associations qui, notamment, viennent en aide aux populations les plus démunies. Si nous ne voulons pas laisser tout un pan de la population en déshérence, nous devons continuer à nous appuyer sur cette palette d'acteurs qui directement ou indirectement met en œuvre notre politique en matière de cohésion sociale.

Le nouveau schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées 2016-2020 répond bien à ces enjeux dans la continuité du précédent.

Par cet engagement le Département maintient son aide en faveur des personnes en perte d'autonomie. Il répond également à la politique nationale définie par la loi de décembre 2015 sur le nouveau droit au répit des aidants. Ce nouveau schéma est en phase avec les attentes des personnes en perte d'autonomie mais aussi de leur entourage, c'est un pas de plus vers une meilleure prise en charge des situations dans leur globalité.

Nous pouvons également souligner l'implication du Département dans la gestion de l'eau et de l'assainissement par la mise en place d'un nouveau dispositif d'aides en partenariat avec l'Agence de l'Eau. En finançant les opérations des collectivités locales relevant d'enjeux départementaux en dehors du contrat territorial, le Département se place comme un acteur incontournable de la solidarité territoriale. Il poursuit ainsi son engagement pour la gestion de l'eau qu'il a développé depuis plus de 20 ans et dont il faudra veiller à maintenir la qualité avec prochainement la réorganisation des interventions dans la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI).

Ce ne sont que quelques exemples qui viennent traduire une mince partie de notre projet pour ce département, construit dans la volonté de faire face aux difficultés en apportant des réponses concrètes et durables aux attentes de nos concitoyens. Être des élus responsables, c'est être capable de faire des choix y compris lorsque ces derniers sont difficiles, sans chercher la facilité de l'échappatoire, être en responsabilité c'est donner du sens et de la perspective au travers d'un projet soutenable, d'un projet liant les individus les uns aux autres, faisant ensemble société, d'un projet politique au sens noble du terme.

Nous voterons donc bien évidemment cette DM.

En parallèle, ou plutôt en opposition, j'aimerais rappeler la triste réalité du contexte dans lequel nous évoluons actuellement et qu'il faut dénoncer sans relâche. L'instrumentalisation des peurs toujours plus accrue, l'incitation au repli sur soi, à l'exclusion de cet "autre" pointé du doigt pour ces différences. Lorsque l'on pense avoir atteint le summum de l'indécence, certains nous rappellent, si tant est que nous l'ayons oublié, qu'en la matière ils n'ont aucune limite. Ainsi, lorsque le Maire d'une grande ville de notre région se lance dans une campagne nous ramenant tout droit aux plus sombres heures de notre histoire, un pas de plus vers l'horreur est franchi.

Pire, après les affiches de la honte, voilà maintenant le référendum xéno-démago-populo. Ménard est dans l'illégalité et il s'en fiche, pourvu qu'il puisse cracher sa haine sur la place publique en s'attirant la lumière des médias.

Cela doit en faire des milliers d'euros pour dénoncer "l'invasion" de 40 demandeurs d'asile s'ajoutant au 50 déjà présents, soit 90 personnes en tout pour une ville comptant 70 000 habitants.

Ce sont les mêmes qui vous feront de grands discours sur la gabegie financière de l'Etat, la moralisation de la vie publique, les mêmes qui ici dénonceront les politiques de solidarité que mène cette collectivité ou dresseront la liste des économies qui peuvent être faites ça et là au détriment de toute cohérence, les même donneurs de leçons infatigables accros à la stratégie politicienne qui ont réussi l'ultime escroquerie que de faire croire à des dizaines de milliers de nos concitoyens qu'ils avaient un projet politique ... Dont acte.